



Rapport trimestriel
T2

terminé le
30 juin 2007

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT DU DEUXIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2007

Le 25 juillet 2007

Le présent rapport de gestion fournit des renseignements sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Bourse de Montréal Inc. (« Bourse ») pour le trimestre et le semestre terminés le 30 juin 2007.

Ce rapport doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le trimestre et le semestre terminés le 30 juin 2007 et les notes y afférentes, des états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 2006, de même que du rapport de gestion y afférent. Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). À moins qu'il ne soit indiqué autrement, l'information financière de ce rapport de gestion, y compris les montants apparaissant dans les tableaux, est exprimée en dollars canadiens.

Les états financiers consolidés intermédiaires contenus dans le présent rapport n'ont pas fait l'objet d'un examen par les vérificateurs de la Bourse.

Vous trouverez des renseignements additionnels sur la Bourse, y compris notre prospectus sans placement daté du 23 mars 2007, sur notre site web à www.m-x.ca et sur SEDAR à www.sedar.com.

Énoncés prospectifs, risques et incertitudes

Le présent document contient de l'information prospective au sens donné dans la Loi sur les valeurs mobilières (Québec) et la Loi sur les valeurs mobilières (Ontario). L'information prospective contient souvent des termes tels que « croire », « prévoir », « estimer », « planifier », « s'attendre à », « pouvoir », de même que la marque du futur et du conditionnel et d'autres expressions semblables. Cette information prospective est fondée sur les attentes, les estimations, les prévisions et les projections actuelles concernant notre secteur d'activité, ainsi que sur les hypothèses de la direction. Bien que nous soyons d'avis que les attentes et les hypothèses dont il est fait état dans l'information prospective soient raisonnables, cette information prospective comporte des risques et des incertitudes et ne constitue pas une garantie quant à notre rendement futur. Les facteurs qui pourraient entraîner des différences importantes par rapport à l'information prospective comprennent, sans s'y limiter, les risques liés à la conjoncture économique et aux conditions du marché, l'évolution de la concurrence à l'échelle nationale et internationale, les risques de crédit et le risque de compensation, la fiabilité des systèmes d'information et les risques réglementaires. Cette liste de facteurs n'est pas exhaustive. L'information prospective contenue au présent document est sujette aux risques identifiés dans nos dépôts périodiques auprès des autorités réglementaires en valeurs mobilières canadiennes. Vu l'incertitude inhérente à l'information prospective, les investisseurs sont invités à ne pas se fier indûment à cette information. Nous rejetons toute obligation de mettre à jour toute information prospective, sauf comme peuvent l'exiger les lois applicables.

Développements récents

Marché climatique de Montréal Inc. (« MCEX »)

Suite à la publication, le 26 avril dernier, du plan du gouvernement fédéral portant notamment sur la lutte aux gaz à effet de serre, MCEX a mené de nombreuses consultations, avec les opérateurs potentiels du marché de carbone incluant les industriels émetteurs, relatives aux conditions de lancement d'un marché à terme. Sur ces bases, la Bourse et son partenaire, la Chicago Climate Exchange (« CCX »), ont décidé d'annoncer le lancement d'un contrat à terme sur les crédits de carbone à la fin de cette année, sous réserve des approbations réglementaires qui seront requises.

Dividende spécial

Le 25 juillet 2007, un dividende spécial de 0,35 \$ l'action ordinaire a été déclaré et est payable le 16 août 2007 aux détenteurs d'actions ordinaires inscrits le 3 août 2007.

SOLA® Surveillance

Au cours du deuxième trimestre de 2007, nous avons complété le développement de SOLA® Surveillance, y compris l'implantation chez la division d'autoréglementation du Boston Options Exchange Group LLC (« BOX »), afin de réaliser notre stratégie d'investir dans la gamme de produits SOLA®.

Recours à des mesures de rendement non conformes aux PCGR

Dans le présent rapport, le terme « bénéfice d'exploitation » désigne une mesure de rendement non conforme aux PCGR du Canada. Bien que le bénéfice d'exploitation soit, en règle générale, considéré comme une mesure de rendement non conforme aux PCGR, il correspond, en l'occurrence, au poste « Bénéfice avant revenus de placements, autres éléments et impôts sur le revenu » dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés préparés selon les PCGR du Canada. D'autres sociétés peuvent définir ou calculer le bénéfice d'exploitation de manière différente, limitant ainsi son utilité comme mesure comparative.

Le présent rapport fait également état de mesures financières complémentaires qui ne sont pas calculées selon les PCGR du Canada pour mesurer la performance financière de la Bourse. Ces mesures, qui incluent le bénéfice d'exploitation rajusté, le bénéfice net rajusté et les actifs excluant certains actifs, ne sont ni exigées, ni reconnues aux termes des PCGR du Canada.

La Bourse définit le bénéfice d'exploitation rajusté comme étant le bénéfice d'exploitation, exclusion faite des éléments suivants : a) des charges au titre des honoraires professionnels non récurrents liés à la préparation du prospectus sans placement et à l'inscription à la cote des actions de la Bourse (qui sont comprises dans les « frais généraux et d'administration »); et b) des charges au titre des règlements hors cours liés à la fermeture du parquet (qui sont comprises dans les « frais généraux et d'administration »). Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice d'exploitation selon les PCGR du Canada déclaré dans les états financiers de la Bourse et du bénéfice d'exploitation rajusté :

	T2 2007	T2 2006	Pour les six mois terminés le 30 juin 2007	Pour les six mois terminés le 30 juin 2006
			(en milliers de dollars)	
Rapprochement du bénéfice d'exploitation et du bénéfice d'exploitation rajusté déclaré aux présentes				
Bénéfice d'exploitation	8 550 \$	7 355 \$	15 008 \$	12 804 \$
Honoraires professionnels non récurrents liés à la préparation du prospectus sans placement et à l'inscription à la cote des actions de la Bourse	–	–	2 725	–
Charges au titre des règlements hors cours liés à la fermeture du parquet	–	566	–	1 371
Bénéfice d'exploitation rajusté	8 550 \$	7 921 \$	17 733 \$	14 175 \$

La Bourse définit le bénéfice net rajusté comme étant le bénéfice net exclusion faite des éléments suivants : a) des charges (après impôts) au titre des honoraires professionnels non récurrents liés à la préparation du prospectus sans placement et à l'inscription à la cote des actions de la Bourse (qui sont comprises dans les « frais généraux et d'administration »); et b) des charges (après impôts) au titre des règlements hors cours liés à la fermeture du parquet (qui sont comprises dans les « frais généraux et d'administration »). Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice net selon les PCGR du Canada déclaré dans les états financiers de la Bourse et du bénéfice net rajusté :

RAPPORT DE GESTION (suite)

	T2 2007	T2 2006	Pour les six mois terminés le 30 juin 2007	Pour les six mois terminés le 30 juin 2006
	(en milliers de dollars)			
Rapprochement du bénéfice net et du bénéfice net rajusté déclaré aux présentes				
Bénéfice net	6 917 \$	6 465 \$	12 491 \$	11 396 \$
Honoraires professionnels non récurrents liés à la préparation du prospectus sans placement et à l'inscription à la cote des actions de la Bourse	-	-	2 725	-
Charges au titre des règlements hors cours liés à la fermeture du parquet	-	566	-	1 371
Incidence fiscale des rajustements (estimée sur la base du taux d'imposition en vigueur applicable à la Bourse au cours de chacune des périodes)	-	(138)	(670)	(334)
Bénéfice net rajusté	6 917 \$	6 893 \$	14 546 \$	12 433 \$

Les actifs excluant certains actifs de la chambre de compensation s'entendent du total de l'actif, déduction faite des règlements quotidiens à recevoir des membres compensateurs, les dépôts de couverture des membres et les dépôts au fonds de compensation. Puisque ces actifs exclus de la chambre de compensation ont un passif correspondant et que leur valeur varie en fonction de la volatilité du marché, nous croyons que les actifs excluant certains actifs de la chambre de compensation sont une mesure plus efficace pour analyser nos actifs liés aux activités d'exploitation courantes. Le tableau qui suit présente un rapprochement entre les actifs excluant certains actifs de la chambre de compensation et le total de l'actif présenté selon les PCGR du Canada dans nos états financiers.

	30 juin 2007	31 décembre 2006
	(en milliers de dollars)	
Rapprochement de l'actif total et des actifs excluant certains actifs de la chambre de compensation déclarés aux présentes		
Actif total	390 362\$	122 694 \$
Dépôts au fonds de compensation	(22 732)	(14 807)
Dépôts de couverture des membres	(8 270)	(2 312)
Règlements quotidiens à recevoir des membres compensateurs	(188 739)	(6 951)
Actifs excluant certains actifs de la chambre de compensation	170 621 \$	98 624 \$

Le bénéfice d'exploitation, le bénéfice d'exploitation rajusté, le bénéfice net rajusté, les actifs excluant certains actifs de la chambre de compensation et les ratios, y compris le bénéfice par action rajusté, fondés sur ces mesures sont utilisés par les analystes financiers et d'autres utilisateurs de l'information financière de la Bourse pour évaluer son rendement financier et ses résultats d'exploitation et pour comparer la Bourse à d'autres sociétés œuvrant dans le même secteur. Le lecteur est prié de ne pas utiliser ces mesures non conformes aux PCGR isolément, ni comme substitut à l'analyse des renseignements financiers dressés selon les PCGR du Canada. Il y a lieu de mentionner que d'autres sociétés, y compris celles qui exercent des activités dans le même secteur que le nôtre, peuvent ne pas utiliser ces mesures ou peuvent les calculer de manière différente que celles présentées ici, limitant ainsi son utilité en tant que mesure comparative.

RAPPORT DE GESTION (suite)

Faits saillants

Principales données trimestrielles consolidées

(en milliers de dollars, sauf pour les ratios, les données par action, le nombre d'actions et les autres données)

Résultats d'exploitation	T2		Pour les six mois terminés le 30 juin	
	2007	2006	2007	2006
Revenus	21 435 \$	20 714 \$	43 348 \$	39 791 \$
Bénéfice d'exploitation	8 550	7 355	15 008	12 804
Bénéfice d'exploitation rajusté	8 550	7 921	17 733	14 175
Marge d'exploitation	40 %	36 %	35 %	32 %
Marge d'exploitation rajustée	40 %	38 %	41 %	36 %
Bénéfice net	6 917	6 465	12 491	11 396
Bénéfice net rajusté	6 917	6 893	14 546	12 433
Marge nette	32 %	31 %	29 %	29 %
Marge nette rajustée	32 %	33 %	34 %	31 %
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	7 630	10 279	7 136	8 738

Données relatives au bilan	30 juin 2007	31 décembre 2006
Actif total	390 362	122 694
Actifs excluant certains actifs de la chambre de compensation	170 621	98 624
Passifs financiers à long terme	341	1 072

Données par action ⁽¹⁾	T2		Pour les six mois terminés le 30 juin	
	2007	2006	2007	2006
Bénéfice par action				
De base	0,22	0,25	0,43	0,44
Dilué	0,22	0,24	0,42	0,42
Bénéfice rajusté par action				
De base	0,22	0,26	0,50	0,48
Dilué	0,22	0,25	0,49	0,45
Dividendes déclarés par action	–	0,33 ⅓	0,33 ⅓	0,33 ⅓
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation				
De base	30 903 158	26 136 303	29 356 498	25 862 415
Dilué	31 029 519	27 530 319	29 826 389	27 422 343

Autres données	T2		Pour les six mois terminés le 30 juin	
	2007	2006	2007	2006
Volume moyen quotidien (en contrats)	176 560	173 735	182 074	161 115
Taux de disponibilité de SOLA® ⁽²⁾	99,72 %	99,97 % ⁽³⁾	99,72 %	99,97 % ⁽³⁾

⁽¹⁾ Toutes les informations relatives au bénéfice par action, au dividende par action, aux actions émises et en circulation, aux actions détenues en garantie et aux options en circulation ont été retraitées pour tenir compte de l'incidence du fractionnement d'actions, à raison de trois actions pour une avec prise d'effet le 15 mars 2007.

⁽²⁾ Calculé sur la base des douze derniers mois d'exploitation.

⁽³⁾ La mise en œuvre et l'exploitation de la plateforme SOLA® ont eu lieu en octobre 2005.

RAPPORT DE GESTION (suite)

Comparaison entre les résultats d'exploitation du trimestre terminé le 30 juin 2007 et ceux du trimestre terminé le 30 juin 2006

Revenus

Le total des revenus s'est chiffré à 21,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, contre 20,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, en hausse de 0,7 million de dollars ou de 3 %. Le tableau suivant présente la ventilation des revenus pour les trimestres terminés le 30 juin 2007 et 2006 :

(en milliers de dollars)	T2 2007		T2 2006		Variation	
	\$	% du total	\$	% du total	\$	%
Revenus						
Transactions	10 046	47 %	9 778	47 %	268	3 %
Compensation et levée d'options	3 637	17 %	3 470	18 %	167	5 %
Services informatiques	3 928	18 %	4 026	19 %	(98)	(2)%
Information boursière	2 718	13 %	2 489	12 %	229	9 %
Participants	946	5 %	791	4 %	155	20 %
Autres	160	0 %	160	0 %	–	(0)%
Total des revenus	21 435	100 %	20 714	100 %	721	3 %

Transactions

Au deuxième trimestre de 2007, les revenus tirés des transactions se sont élevés à 10,0 millions de dollars, contre 9,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, en hausse de 0,3 million de dollars ou de 3 %, attribuable principalement à l'augmentation du volume moyen quotidien et une légère augmentation dans les revenus moyens par contrat.

Le volume moyen quotidien est passé de 173 735 contrats pour le deuxième trimestre de 2006 à 176 560 contrats pour le deuxième trimestre de 2007, soit une légère augmentation de 2 825 contrats ou de 2 %. Les dérivés sur indice, qui représentent moins de 10 % du volume transigé, ont affiché une progression de 9 % du volume moyen quotidien, alors que le volume des options sur actions, qui représentent environ 30 % du volume transigé, ont connu une hausse de 6 %. Approximativement 60 % du volume transigé provient des dérivés sur taux d'intérêt, qui ont subi une baisse globale de 1 % du volume moyen quotidien. Le volume de négociation sur le contrat à terme sur taux d'intérêt à court terme, le BAX, a connu une baisse de 13 %. Cette baisse s'explique principalement par des facteurs liés aux politiques monétaires et au moins grand nombre de nouvelles économiques ayant eu un impact sur la direction du marché. À noter toutefois que les contrats à terme sur obligations du gouvernement du Canada de 10 ans (« CGB ») ont connu une augmentation de 26 % par rapport au deuxième trimestre de 2006.

Au cours du trimestre, la Bourse a établi plusieurs volumes records, dont un volume d'activité total de 4 592 430 contrats pour le mois de mai 2007 et le 24 mai 2007, quand le volume a atteint 368 471 contrats pour le CGB.

Au deuxième trimestre de 2007, les revenus moyens par contrat ont augmenté pour se chiffrer à 0,90 \$ par contrat, contre 0,89 \$ par contrat pour le deuxième trimestre de 2006. Cette augmentation s'explique à la fois par la variation de la composition des produits et des clients, et par les rabais sur volume supplémentaires consentis aux termes des programmes incitatifs pour les fournisseurs de liquidités.

Compensation et levée d'options

Les revenus tirés de la compensation et de la levée d'options ont augmenté de 5 % pour passer de 3,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006 à 3,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, principalement en raison de la hausse du volume des transactions sur les marchés de la Bourse et d'une légère augmentation dans les revenus moyens par contrat.

RAPPORT DE GESTION (suite)

Services informatiques

Les revenus provenant des services informatiques ont atteint 3,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, contre 4,0 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, une diminution de 0,1 million de dollars ou de 2 %.

Une diminution de 0,8 million de dollars a été enregistrée en raison d'une réduction des obligations découlant de contrats de location-acquisition visant du matériel informatique et des logiciels pour BOX qui ont été refacturées au coût à BOX. Cette diminution des revenus est également reflétée par une diminution de notre dépense d'amortissement.

Cette diminution des revenus a été compensée par des revenus additionnels d'environ 0,7 million de dollars tirés de services rendus à BOX qui justifient en partie l'augmentation enregistrée dans les rubriques de salaires et charges sociales, d'exploitation des locaux de même que de frais généraux et d'administration.

Information boursière

Les revenus tirés de l'information boursière ont atteint 2,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, contre 2,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, en hausse de 0,2 million de dollars ou de 9 % attribuable principalement à l'accroissement du nombre d'abonnements.

Participants

Les revenus des participants agréés, qui proviennent principalement de la Division de la réglementation, se sont élevés à 0,9 million de dollars au deuxième trimestre de 2007, contre 0,8 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, une augmentation de 20 %.

Dépenses

Le total des dépenses s'est élevé à 12,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, contre 13,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, une diminution de 0,5 million de dollars ou de 4 % dans l'ensemble. Les dépenses, excluant les charges non récurrentes, ont augmenté de moins de 1 %. Le tableau qui suit présente la ventilation des dépenses que la Bourse a engagées pour les trimestres terminés le 30 juin 2007 et 2006 :

	T2 2007		T2 2006		Variation	
	\$	% du total	\$	% du total	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>						
Total des revenus	21 435	100 %	20 714	100 %	721	3 %
Dépenses						
Salaires et charges sociales	6 030	47 %	5 441	41 %	589	11 %
Exploitation des locaux	768	6 %	654	5 %	114	17 %
Licences et entretien informatique	1 489	12 %	1 651	12 %	(162)	(10)%
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	818	6 %	1 917	14 %	(1 099)	(57)%
Frais généraux et d'administration	2 630	20 %	2 512	19 %	118	5 %
Télécommunications	751	6 %	670	5 %	81	12 %
Affaires publiques	392	3 %	469	4 %	(77)	(16)%
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition et dettes échéant à moins de un an	7	0 %	45	0 %	(38)	(84)%
Total des dépenses	12 885	100 %	13 359	100 %	(474)	(4)%
Bénéfice d'exploitation	8 550		7 355		1 195	16 %

Salaires et charges sociales

Les salaires et charges sociales ont totalisé 6,0 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, contre 5,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, une augmentation globale de 0,6 million de dollars ou d'environ 11 %. Cette augmentation s'explique principalement par l'accroissement du nombre d'employés ayant généré une hausse des salaires et charges sociales dont une partie est liée aux services informatiques supplémentaires refacturés à BOX.

Le nombre total d'employés de la Bourse atteignait 228 au 30 juin 2007, contre 216 au 30 juin 2006.

Exploitation des locaux

Les dépenses associées à l'exploitation des locaux ont totalisé 0,8 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2007 comparativement à 0,7 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, une augmentation de 0,1 million de dollars ou de 17 % principalement attribuable à la relocalisation du site opérationnel de BOX au New Jersey et à ses nouvelles installations de relève.

Licences et entretien informatique

Les dépenses liées aux licences et à l'entretien informatique ont diminué pour s'établir à 1,5 million de dollars au deuxième trimestre de 2007 comparativement à 1,7 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, une diminution de 0,2 million de dollars ou de 10 %. Cette diminution découle essentiellement d'une réduction des licences et des contrats d'entretien informatique attribuable à la migration vers SOLA®.

Amortissement des immobilisations et des autres actifs

L'amortissement des immobilisations et des autres actifs a diminué pour s'établir à 0,8 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, contre 1,9 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, une diminution de 1,1 million de dollars ou de 57 %. Cette diminution est essentiellement due à une réduction de l'amortissement lié aux actifs loués aux termes d'un contrat de location-acquisition pour du matériel informatique relié à l'opération de BOX, conséquence de l'implantation de SOLA® chez cette dernière.

Frais généraux et d'administration

Les frais généraux et d'administration sont passés de 2,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006 à 2,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, une hausse de 0,1 million de dollars ou d'environ 5 %. Cette hausse est en partie attribuable aux honoraires professionnels accrus liés à des projets technologiques. Au deuxième trimestre de 2006, des charges au titre de règlements hors cours non récurrents liés à la fermeture du parquet de 0,6 million de dollars ont été constatées.

Télécommunications

Les dépenses de télécommunications ont augmenté de 0,1 million de dollars ou de 12 % pour se chiffrer à 0,8 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, contre 0,7 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, une hausse attribuable principalement à l'augmentation de la capacité.

Affaires publiques

Les dépenses liées aux affaires publiques ont diminué pour atteindre 0,4 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, comparativement à 0,5 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, une diminution de 0,1 million de dollars ou de 16 %.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation a progressé pour atteindre 8,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, contre 7,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, une hausse de 1,2 million de dollars ou de 16 %. La marge d'exploitation (qui correspond au bénéfice d'exploitation en pourcentage des revenus) a augmenté à 40 % comparativement à 36 % pour le deuxième trimestre de 2006, conséquence de l'augmentation générale des revenus et d'une diminution des dépenses liée à l'exploitation de notre système informatique.

Le bénéfice d'exploitation rajusté a progressé pour atteindre 8,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, contre 7,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, une hausse de 0,6 million de dollars ou de 8 %. La marge d'exploitation rajustée (qui correspond au bénéfice d'exploitation rajusté en pourcentage des revenus) a atteint 40 %, comparativement à 38 % au deuxième trimestre de 2006. Cette augmentation s'explique

RAPPORT DE GESTION (suite)

par une hausse des revenus survenue au deuxième trimestre de 2007 combinée à une légère diminution dans les dépenses en tenant compte des dépenses non récurrentes telles que décrites en détail dans la rubrique « Recours à des mesures de rendement non conformes aux PCGR ».

Revenus de placements

Les revenus de placements ont diminué pour s'établir à 0,6 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, contre 0,7 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, une diminution nette de 0,1 million de dollars ou de 17 %. Suite à l'adoption des nouvelles normes comptables qui prévoient une évaluation à la valeur du marché des placements temporaires, nous avons inscrit une perte non matérialisée de 0,9 million de dollars relativement à notre portefeuille d'obligations au cours du trimestre. Cette baisse a été contrebalancée par une augmentation dans les revenus de placements résultant de l'accroissement de la trésorerie et équivalents.

Autres éléments

Quote-part des résultats d'une société sous influence notable

La quote-part des résultats d'une société sous influence notable représente les résultats de BOX revenant à la Bourse. Ce placement est comptabilisé à la valeur de consolidation conformément aux PCGR du Canada, en fonction d'une participation de 31,4 % dans BOX au 30 juin 2007. La quote-part des résultats de BOX s'est chiffrée à 0,4 million de dollars au deuxième trimestre de 2007, contre 0,5 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, une diminution de 0,1 million de dollars.

Impôts sur le revenu

La charge d'impôts de la Bourse au deuxième trimestre de 2007 s'est élevée à 2,6 millions de dollars, contre 2,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006. Le taux d'imposition effectif pour le deuxième trimestre de 2007 s'est établi à 27 %, contre 24 % pour le deuxième trimestre de 2006. Le taux d'imposition effectif inférieur au deuxième trimestre de 2006 est une conséquence de l'application de pertes fiscales de BOX non reconnues antérieurement qui permettait de réduire l'impôt sur le revenu de notre quote-part dans les résultats de BOX. L'avantage imposable des pertes fiscales restantes a été entièrement reconnu durant le quatrième trimestre de 2006 et de ce fait, explique le taux d'imposition effectif supérieur en 2007.

Bénéfice net

Pour le deuxième trimestre de 2007, le bénéfice net s'est établi à 6,9 millions de dollars, contre 6,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, en hausse d'environ 7 %. La marge nette (qui correspond au bénéfice net en pourcentage des revenus) s'est établie à 32 % au deuxième trimestre de 2007 contre 31 % pour le deuxième trimestre de 2006. Le bénéfice de base par action pour le deuxième trimestre de 2007 s'est chiffré à 0,22 \$, contre 0,25 \$ pour le deuxième trimestre de 2006. Le bénéfice dilué par action pour le deuxième trimestre de 2007 s'est situé à 0,22 \$, comparativement à 0,24 \$ pour le deuxième trimestre de 2006.

Le bénéfice net rajusté est demeuré stable à 6,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2007. La marge nette rajustée (qui correspond au bénéfice net rajusté en pourcentage des revenus) s'est établie à 32 % au deuxième trimestre de 2007, contre 33 % pour le deuxième trimestre de 2006. Le bénéfice de base rajusté par action pour le deuxième trimestre de 2007 s'est chiffré à 0,22 \$, contre 0,26 \$ pour le deuxième trimestre de 2006. Le bénéfice dilué rajusté par action pour le deuxième trimestre de 2007 s'est établi à 0,22 \$, contre 0,25 \$ pour le deuxième trimestre de 2006.

La diminution du bénéfice par action et du bénéfice rajusté par action s'explique par un plus grand nombre d'actions en circulation au cours du trimestre.

Analyse sectorielle

Bourse

Les revenus du secteur Bourse sont passés de 17,2 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006 à 17,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, une progression de 0,6 million de dollars ou de 3 % qui découle principalement de l'intensification des activités sur les marchés de la Bourse de Montréal. Le bénéfice net a augmenté à 5,2 millions de dollars comparativement à 4,5 millions de dollars, une augmentation de 0,7 million de

RAPPORT DE GESTION (suite)

dollars ou de 16 %. La marge nette s'est élevée à 29 % des revenus pour le deuxième trimestre de 2007, contre 26 % pour le deuxième trimestre de 2006.

Chambre de compensation

Les revenus tirés de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (« CDCC ») sont passés de 3,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006 à 3,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, une hausse de 0,2 million de dollars ou de 5 %. Cette augmentation est essentiellement due à l'intensification des activités sur les marchés de la Bourse. Le bénéfice net a atteint 1,7 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2007, contre 2,0 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, une baisse de 0,3 million de dollars ou de 14 %. La marge nette s'est établie à 46 % au deuxième trimestre de 2007, contre 56 % pour le deuxième trimestre de 2006.

Une analyse des plus récents résultats trimestriels de la Bourse est fournie à la section « Renseignements financiers trimestriels » paraissant plus loin dans le présent rapport.

Comparaison entre les résultats d'exploitation pour les six mois terminés le 30 juin 2007 et ceux pour les six mois terminés le 30 juin 2006

Revenus

Le total des revenus s'est chiffré à 43,3 millions de dollars pour le premier semestre de 2007, contre 39,8 millions de dollars pour le premier semestre de 2006, en hausse de 9 %. Le tableau suivant présente la ventilation des revenus pour les premiers semestres de 2007 et 2006 :

(en milliers de dollars)	Pour les six mois terminés le 30 juin 2007		Pour les six mois terminés le 30 juin 2006		Variation	
	\$	% du total	\$	% du total	\$	%
Revenus						
Transactions	20 814	48 %	18 232	46 %	2 582	14 %
Compensation et levée d'options	7 536	18 %	6 513	16 %	1 023	16 %
Services informatiques	7 528	17 %	8 083	20 %	(555)	(7)%
Information boursière	5 353	12 %	4 988	13 %	365	7 %
Participants	1 816	4 %	1 601	4 %	215	13 %
Autres	301	1 %	374	1 %	(73)	(20)%
Total des revenus	43 348	100 %	39 791	100 %	3 557	9 %

Transactions

Au premier semestre de 2007, les revenus tirés des transactions se sont élevés à 20,8 millions de dollars, contre 18,2 millions de dollars pour le premier semestre de 2006, en hausse de 2,6 millions de dollars ou de 14 %, attribuable principalement à un volume additionnel et une légère augmentation des revenus moyens par contrat.

Le volume moyen quotidien est passé de 161 115 contrats pour le premier semestre de 2006 à 182 074 contrats pour le premier semestre de 2007, soit une augmentation de 20 959 contrats ou de 13 %. Les dérivés sur indice, qui représentent moins de 10 % du volume transigé, ont affiché une progression de 23 % du volume moyen quotidien, alors que le volume des dérivés sur taux d'intérêt, qui représentent environ 60 % du volume transigé, ont connu une hausse de 18 %. Le volume de négociation sur le contrat à terme sur taux d'intérêt à court terme, le BAX, a connu une hausse de 8 %. Cette augmentation, en dessous de la moyenne, s'explique principalement par des facteurs liés aux politiques monétaires et au moins grand nombre de nouvelles économiques ayant eu un impact sur la direction du marché. À noter toutefois que les contrats CGB ont connu une augmentation de 41 % par rapport au premier semestre de 2006. Approximativement 30 % du volume transigé provient des options sur actions, qui ont connu une augmentation de 2 % du volume moyen quotidien.

RAPPORT DE GESTION (suite)

Au cours du semestre, la Bourse a établi plusieurs volumes records, dont un volume d'activité total de 4 592 430 contrats pour le mois de mai 2007 et le 24 mai 2007, quand le volume a atteint 368 471 contrats pour le CGB.

Au premier semestre de 2007, les revenus moyens par contrat ont augmenté pour se chiffrer à 0,90 \$ par contrat, contre 0,89 \$ par contrat pour le premier semestre de 2006. Cette augmentation s'explique à la fois par la variation de la composition des produits et des clients, et par les rabais sur volume supplémentaires consentis aux termes des programmes incitatifs pour les fournisseurs de liquidités.

Compensation et levée d'options

Les revenus tirés de la compensation et de la levée d'options ont augmenté de 1,0 million de dollars ou de 16 % pour passer de 6,5 millions de dollars pour le premier semestre de 2006 à 7,5 millions de dollars pour le premier semestre de 2007, principalement en raison de la hausse du volume des transactions sur les marchés de la Bourse et d'une légère augmentation dans les revenus moyens par contrat.

Services informatiques

Les revenus provenant des services informatiques ont atteint 7,5 millions de dollars pour le premier semestre de 2007, contre 8,1 millions de dollars pour le premier semestre de 2006, une diminution de 0,6 million de dollars ou de 7 %.

Une diminution de 1,6 million de dollars a été enregistrée en raison d'une réduction des obligations découlant de contrats de location-acquisition visant du matériel informatique et des logiciels pour BOX qui ont été refacturées au coût à BOX. Cette diminution des revenus est également reflétée par une diminution de notre dépense d'amortissement.

Cette diminution des revenus a été compensée par des revenus additionnels d'environ 1,0 million de dollars tirés de services rendus à BOX qui justifient en partie l'augmentation enregistrée dans les rubriques de salaires et charges sociales, d'exploitation des locaux de même que des frais généraux et d'administration.

Information boursière

Les revenus tirés de l'information boursière ont atteint 5,4 millions de dollars pour le premier semestre de 2007, contre 5,0 millions de dollars pour le premier semestre de 2006, en hausse de 0,4 million de dollars ou de 7 % attribuable principalement à l'accroissement du nombre d'abonnements.

Participants

Les revenus des participants agréés, qui proviennent principalement de la Division de la réglementation, se sont élevés à 1,8 million de dollars au premier semestre de 2007, contre 1,6 million de dollars pour le premier semestre de 2006, une augmentation de 0,2 million de dollars ou de 13 %.

RAPPORT DE GESTION (suite)

Dépenses

Le total des dépenses s'est élevé à 28,3 millions de dollars pour le premier semestre de 2007, contre 27,0 millions de dollars pour le premier semestre de 2006, une augmentation de 5 % dans l'ensemble. Les dépenses, excluant les charges non récurrentes, sont demeurées stables. Le tableau qui suit présente la ventilation des dépenses que la Bourse a engagées pour les premiers semestres de 2007 et de 2006 :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Pour les six mois terminés le 30 juin 2007		Pour les six mois terminés le 30 juin 2006		Variation	
	\$	% du total	\$	% du total	\$	%
Total des revenus	43 348	100 %	39 791	100 %	3 557	9 %
Dépenses						
Salaires et charges sociales	12 372	44 %	11 224	42 %	1 148	10 %
Exploitation des locaux	1 473	5 %	1 345	5 %	128	10 %
Licences et entretien informatique	2 979	10 %	3 273	12 %	(294)	(9)%
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	1 624	6 %	3 607	13 %	(1 983)	(55)%
Frais généraux et d'administration	7 626	27 %	5 141	19 %	2 485	48 %
Télécommunications	1 371	5 %	1 208	5 %	163	13 %
Affaires publiques	874	3 %	1 086	4 %	(212)	(20)%
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition et dettes échéant à moins de un an	21	0 %	103	0 %	(82)	(80)%
Total des dépenses	28 340	100 %	26 987	100 %	1 353	5 %
Bénéfice d'exploitation	15 008		12 804		2 204	17 %

Salaires et charges sociales

Les salaires et charges sociales ont totalisé 12,4 millions de dollars pour le premier semestre de 2007, contre 11,2 millions de dollars pour le premier semestre de 2006, une augmentation globale de 1,1 million de dollars ou d'environ 10 %. Cette augmentation s'explique principalement par l'accroissement du nombre d'employés ayant généré une hausse des salaires et charges sociales dont une partie est liée aux services informatiques supplémentaires refacturés à BOX.

Le nombre total d'employés de la Bourse atteignait 228 au 30 juin 2007, contre 216 au 30 juin 2006.

Exploitation des locaux

Les dépenses associées à l'exploitation des locaux ont totalisé 1,5 million de dollars pour le premier semestre de 2007 comparativement à 1,3 million de dollars pour le premier semestre de 2006, une augmentation de 10 % principalement attribuable à la relocalisation du site opérationnel de BOX au New Jersey et à ses nouvelles installations de relève.

Licences et entretien informatique

Les dépenses liées aux licences et à l'entretien informatique ont diminué pour s'établir à 3,0 millions de dollars au premier semestre de 2007 comparativement à 3,3 millions de dollars pour le premier semestre de 2006, une diminution de 0,3 million de dollars ou de 9 %. Cette diminution découle essentiellement d'une réduction des licences et des contrats d'entretien informatique attribuable à la migration vers SOLA®.

Amortissement des immobilisations et des autres actifs

L'amortissement des immobilisations et des autres actifs a diminué pour s'établir à 1,6 million de dollars pour le premier semestre de 2007, contre 3,6 millions de dollars pour le premier semestre de 2006, une diminution de

2,0 millions de dollars ou de 55 %. Cette diminution est essentiellement due à une réduction de l'amortissement lié aux actifs loués aux termes d'un contrat de location-acquisition pour du matériel informatique relié à l'opération de BOX, conséquence de l'implantation de SOLA® chez cette dernière.

Frais généraux et d'administration

Les frais généraux et d'administration sont passés de 5,1 millions de dollars pour le premier semestre de 2006 à 7,6 millions de dollars pour le premier semestre de 2007, une hausse de 2,5 millions de dollars ou d'environ 48 %. Cette hausse est principalement attribuable à divers honoraires professionnels non récurrents de 2,7 millions de dollars engagés pour la préparation du prospectus sans placement et l'inscription à la cote des actions de la Bourse et aux honoraires professionnels accrus liés à des projets technologiques. Au premier semestre de 2006, des charges au titre de règlements hors cours non récurrents liés à la fermeture du parquet de 1,4 million de dollars ont été constatées.

Télécommunications

Les dépenses de télécommunications ont augmenté de 0,2 million de dollars ou de 13 % pour se chiffrer à 1,4 million de dollars pour le premier semestre de 2007, contre 1,2 million de dollars pour le premier semestre de 2006, une hausse attribuable principalement à l'augmentation de la capacité.

Affaires publiques

Les dépenses liées aux affaires publiques ont diminué pour atteindre 0,9 million de dollars pour le premier semestre de 2007, comparativement à 1,1 million de dollars pour le premier semestre de 2006, une diminution de 0,2 million de dollars ou de 20 %.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation a progressé pour atteindre 15,0 millions de dollars pour le premier semestre de 2007, contre 12,8 millions de dollars pour le premier semestre de 2006, une hausse de 2,2 millions de dollars ou de 17 %. La marge d'exploitation (qui correspond au bénéfice d'exploitation en pourcentage des revenus) a augmenté à 35 % comparativement à 32 % pour la même période en 2006.

Le bénéfice d'exploitation rajusté a progressé pour atteindre 17,7 millions de dollars pour le premier semestre de 2007, contre 14,2 millions de dollars pour le premier semestre de 2006, une hausse de 3,6 millions de dollars ou de 25 %. La marge d'exploitation rajustée (qui correspond au bénéfice d'exploitation rajusté en pourcentage des revenus) a atteint 41 %, comparativement à 36 % au premier semestre de 2006. Cette augmentation s'explique par une hausse des revenus survenue au premier semestre de 2007 combinée à un niveau stable de dépenses en tenant compte des dépenses non récurrentes telles que décrites en détail dans la rubrique « Recours à des mesures de rendement non conformes aux PCGR ».

Revenus de placements

Les revenus de placements ont augmenté pour s'établir à 1,2 million de dollars pour le premier semestre de 2007, contre 1,1 million de dollars pour le premier semestre de 2006, une hausse nette de 0,1 million de dollars ou de 8 %. Suite à l'adoption des nouvelles normes comptables qui prévoient une évaluation à la valeur du marché des placements temporaires, nous avons inscrit une perte non matérialisée de 1,0 million de dollars relativement à notre portefeuille d'obligations au cours du premier semestre. Cette baisse a été contrebalancée par une augmentation dans les revenus de placements résultant de l'accroissement de la trésorerie et équivalents.

Autres éléments**Quote-part des résultats d'une société sous influence notable**

La quote-part des résultats d'une société sous influence notable représente les résultats de BOX revenant à la Bourse. Ce placement est comptabilisé à la valeur de consolidation conformément aux PCGR du Canada, en fonction d'une participation de 31,4 % dans BOX au 30 juin 2007. La quote-part des résultats de BOX s'est élevée à 1,2 million de dollars au premier semestre de 2007 comparativement à \$1,1 million au premier semestre de 2006.

Impôts sur le revenu

La charge d'impôts de la Bourse au premier semestre de 2007 s'est élevée à 4,8 millions de dollars, contre 3,7 millions de dollars pour le premier semestre de 2006. Le taux d'imposition effectif pour le premier semestre de 2007 s'est établi à 28 %, contre 24 % pour le premier semestre de 2006. Le taux d'imposition effectif inférieur au premier semestre de 2006 est une conséquence de l'application de pertes fiscales de BOX non reconnues antérieurement qui permettait de réduire l'impôt sur le revenu de notre quote-part dans les résultats de BOX. L'avantage imposable des pertes fiscales restantes a été entièrement reconnu durant le quatrième trimestre de 2006 et de ce fait, explique le taux d'imposition effectif supérieur en 2007.

Bénéfice net

Pour le premier semestre de 2007, le bénéfice net s'est établi à 12,5 millions de dollars, contre 11,4 millions de dollars pour le premier semestre de 2006, en hausse de 1,1 million de dollars ou d'environ 10 %. La marge nette (qui correspond au bénéfice net en pourcentage des revenus) est demeurée stable à 29 %. Le bénéfice de base par action pour le premier semestre de 2007 s'est chiffré à 0,43 \$, contre 0,44 \$ pour le premier semestre de 2006. Le bénéfice dilué par action pour le premier semestre de 2007 est demeuré stable à 0,42 \$.

Le bénéfice net rajusté s'est établi à 14,5 millions de dollars pour le premier semestre de 2007, contre 12,4 millions de dollars pour le premier semestre de 2006, en hausse de 2,1 millions de dollars ou d'environ 17 %. La marge nette rajustée (qui correspond au bénéfice net rajusté en pourcentage des revenus) s'est établie à 34 % au premier semestre de 2007, contre 31 % pour le premier semestre de 2006. Le bénéfice de base rajusté par action pour le premier semestre de 2007 s'est chiffré à 0,50 \$, contre 0,48 \$ pour le premier semestre de 2006. Le bénéfice dilué rajusté par action pour le premier semestre de 2007 s'est établi à 0,49 \$, contre 0,45 \$ pour le premier semestre de 2006.

La diminution du bénéfice par action et du bénéfice rajusté par action s'explique par un plus grand nombre d'actions en circulation au cours du semestre.

Analyse sectorielle***Bourse***

Les revenus du secteur Bourse sont passés de 33,2 millions de dollars pour le premier semestre de 2006 à 35,7 millions de dollars pour le premier semestre de 2007, une progression de 2,5 millions de dollars ou de 8 % qui découle principalement de l'intensification des activités sur les marchés de la Bourse de Montréal. Le bénéfice net a augmenté à 8,8 millions de dollars pour le premier semestre de 2007 comparativement à 8,0 million de dollars pour le premier semestre de 2006, une augmentation de 0,8 million de dollars ou de 10 %. La marge nette s'est établie à 25 % pour le premier semestre de 2007, contre 24 % pour le premier semestre de 2006.

Chambre de compensation

Les revenus tirés de la CDCC sont passés de 6,6 millions de dollars pour le premier semestre de 2006 à 7,7 millions de dollars pour le premier semestre de 2007, une hausse de 1,0 million de dollars ou de 15 %. Cette augmentation est essentiellement due à l'intensification des activités sur les marchés de la Bourse. Le bénéfice net a atteint 3,7 millions de dollars pour le premier semestre de 2007, contre 3,4 millions de dollars pour le premier semestre de 2006, une progression de 0,3 million de dollars ou de 9 %. La marge nette s'est établie à 49 % au premier semestre de 2007, contre 52 % pour le premier semestre de 2006.

Liquidités et ressources financières***Liquidités***

Les liquidités de la Bourse proviennent habituellement de l'exploitation. Les besoins de liquidités ont trait essentiellement aux frais d'exploitation, aux dépenses en immobilisations pour mettre au point des solutions technologiques et apporter des améliorations technologiques ainsi qu'aux remboursements prévus de la dette.

Au 30 juin 2007, la trésorerie et les équivalents, et les placements temporaires de la Bourse totalisaient 130,6 millions de dollars, contre 59,6 millions de dollars au 31 décembre 2006. Le 12 mars 2007, la Bourse a déclaré un dividende spécial de 0,33 1/3 \$ par action ordinaire (9,3 millions de dollars au total) qui a été payé le 12 avril 2007 aux actionnaires inscrits le 22 mars 2007. Le 23 mars 2007, nous avons reçu un produit net de

RAPPORT DE GESTION (suite)

89,7 millions de dollars en relation avec l'investissement de NYMEX. Nous entendons affecter le reliquat du produit tiré de l'investissement de NYMEX aux fins générales de l'entreprise et au financement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités annoncée également le 23 mars 2007. Au 30 juin 2007, la Bourse a procédé au rachat de 81 000 actions ordinaires pour une somme de 3,2 millions de dollars.

La Bourse estime que les soldes actuels de la trésorerie et les rentrées futures provenant de l'exploitation suffisent pour répondre aux besoins de liquidités. Si les flux de trésorerie liés à l'exploitation diminuaient de façon importante, la Bourse croit être en mesure, à l'heure actuelle, d'obtenir des capitaux de diverses façons afin de répondre aux besoins de liquidités à court terme, notamment par l'utilisation des crédits d'exploitation renouvelables inutilisés et la prorogation des facilités de crédit disponibles.

Parmi nos sources de financement, la Bourse dispose de crédits renouvelables d'un montant de 34,0 millions de dollars US accordés par une banque canadienne de l'annexe I pour des fins générales, incluant les investissements stratégiques tels que l'acquisition prévue d'une participation supplémentaire de 13,3 % dans BOX. Les conditions de crédits renouvelables sont décrites en détail dans notre prospectus sans placement daté du 23 mars 2007.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Au cours du deuxième trimestre de 2007, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont généré 7,6 millions de dollars, comparativement à 10,3 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006. Ces flux de trésorerie sont attribuables en partie au bénéfice net généré dans le trimestre moins la variation nette des actifs et des passifs d'exploitation sans incidence sur la trésorerie.

Au cours du premier semestre de 2007, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont généré 7,1 millions de dollars, comparativement à 8,7 millions de dollars pour le premier semestre de 2006 en tenant compte des raisons mentionnées ci-dessus.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Au cours du deuxième trimestre de 2007, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont requis des sorties de fonds de 2,2 millions de dollars, contre 7,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006. Ces sorties de fonds découlent principalement de l'acquisition d'immobilisations.

Au cours du premier semestre de 2007, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont requis des sorties de fonds de 1,2 million de dollars, contre 0,1 million de dollars pour le premier semestre de 2006. Ces sorties de fonds découlent de l'acquisition d'immobilisations nette de l'aliénation de placements.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Au cours du deuxième trimestre de 2007, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont requis des sorties de fonds de 12,4 millions de dollars, contre 1,1 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2006. Les sorties de fonds sont attribuables essentiellement au versement de dividendes totalisant 9,3 millions de dollars et au rachat d'actions totalisant 3,2 millions de dollars.

Au cours du premier semestre de 2007, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont généré des rentrées de fonds nettes de 65,8 millions de dollars, contre des sorties de fonds de 13,2 millions de dollars pour le premier semestre de 2006. De plus, les émissions d'actions ont généré 92,0 millions de dollars tandis que les paiements au titre des dividendes ont totalisé 23,2 millions de dollars et le rachat d'actions a nécessité 3,2 millions de dollars.

Actif total

L'actif total excluant certains actifs de la chambre de compensation a augmenté pour s'établir à 170,6 millions de dollars au 30 juin 2007, comparativement à 98,6 millions de dollars au 31 décembre 2006, soit une hausse de 72,0 millions de dollars ou de 73 %. Cette augmentation est attribuable en grande partie à la hausse de la trésorerie et des équivalents, et aux placements temporaires résultant de l'émission d'actions à NYMEX.

Capitaux propres

Au 30 juin 2007, les capitaux propres s'établissaient à 157,5 millions de dollars contre 65,7 millions au 31 décembre 2006. L'augmentation de 91,8 millions de dollars reflète l'émission d'actions à NYMEX s'élevant à 89,7 millions de

RAPPORT DE GESTION (suite)

dollars et le bénéfice net dégagé au cours du premier semestre de 2007, déduction faite des dividendes de 9,3 millions de dollars enregistrés au premier semestre de l'année.

Capital-actions

Au 30 juin 2007 (et au 25 juillet 2007), notre capital-actions consistait en 30 955 183 actions ordinaires émises et en circulation, dont la totalité sont des actions votantes et participantes. De ce nombre, 74 949 actions étaient détenues à titre de garantie pour des prêts liés à l'ancien régime d'actionariat des employés.

En vertu de l'offre publique de rachat d'actions, au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de 2007, la Bourse a racheté et annulé 81 000 actions ordinaires pour une contrepartie en espèces de 3,2 millions de dollars.

Au cours du deuxième trimestre de 2007, 59 000 (119 000 pour le premier semestre de 2007) des 129 000 options d'achat d'actions octroyées en vertu du régime existant avant le 13 février 2007 ont été exercées à un prix de levée moyen de 1,72 \$ pour un montant de 0,1 million de dollars (0,2 million de dollars pour le premier semestre de 2007).

En vertu du nouveau régime d'options d'achat d'actions approuvé le 13 février 2007, la Bourse a octroyé, au cours du deuxième trimestre de 2007, 193 800 options d'achat d'actions à un prix de levée de 42,42 \$ et échéant le 31 décembre 2017. À la date d'attribution, la juste valeur des options octroyées a été évaluée à 8,62 \$ à l'aide du modèle Black et Scholes en utilisant les hypothèses suivantes : i) un taux d'intérêt hors risque de 4,67 %; ii) une durée de vie prévue de 3,45 ans; iii) une volatilité prévue de 25 % et iv) un rendement de l'action prévu de 2,0 %. Le coût de rémunération relié à ces options est reconnu sur une période de quatre ans, qui est la période sur laquelle les options sont acquises, à partir de la date d'octroi.

Au cours du trimestre et du semestre de 2007, la Bourse a comptabilisé un coût de rémunération associé aux régimes d'options d'achat d'actions de 0,1 million de dollars (néant au deuxième trimestre de 2006 et 0,1 million au premier semestre de 2006).

Se reporter également à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Données sur les actions en circulation et les options en cours

	Au 30 juin 2007	Au 31 décembre 2006
Actions émises et en circulation	30 955 183	27 819 465
Options en cours	203 800	129 000

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Bourse comprennent la trésorerie et les équivalents, les placements temporaires, les débiteurs, certains autres éléments d'actif (prêts accordés aux employés), les dépôts en espèces des membres compensateurs (actifs et passifs), les dépôts au fonds de compensation (actifs et passifs), les règlements quotidiens à recevoir des membres compensateurs et à payer à ceux-ci, les créditeurs, les charges à payer et la dette à court terme.

La trésorerie et les équivalents, et les placements temporaires sont mesurés à la juste valeur. La valeur comptable des débiteurs, des dépôts en espèces des membres compensateurs (actifs et passifs), des dépôts au fonds de compensation (actifs et passifs), des règlements quotidiens à recevoir des membres compensateurs ou à payer à ceux-ci, des créditeurs et des charges à payer, et de la dette à court terme se rapproche de leur juste valeur du fait que ces instruments échoient à court terme. La juste valeur des prêts accordés aux employés est calculée en fonction de la valeur actuelle des remboursements futurs.

Obligations contractuelles et engagements

Les principales obligations de la Bourse découlent d'ententes contractuelles fermes, notamment les engagements relatifs aux paiements futurs aux termes de contrats de location-exploitation et d'autres ententes de financement. La Bourse loue ses locaux et son matériel aux termes de contrats de location-exploitation qui viennent à échéance entre 2007 et 2015. La Bourse s'est engagée aux termes de contrats de licences et services jusqu'en 2010. La dette financière de la Bourse se compose d'obligations découlant de contrats de location-acquisition et de dettes à court terme.

De plus, suite à sa décision de mettre au point elle-même sa plateforme de négociation personnalisée, SOLA[®], la Bourse envisage de mettre un terme à certains contrats de licence et d'entretien avec AtosEuronext avant leur date d'échéance si la dernière phase du protocole SOLA[®] est complétée par la Bourse au cours du troisième trimestre de 2007, tel qu'il est prévu à l'heure actuelle. Les droits de licence et d'entretien aux termes de ces contrats s'établissent approximativement à 2,9 millions de dollars sur une base annuelle. Si la Bourse décide d'exercer son droit de résiliation en 2007, elle devra verser des indemnités de résiliation anticipée totalisant 0,9 million d'euros (1,3 million de dollars au 30 juin 2007).

En outre, la Bourse a conclu une entente relativement au Marché climatique de Montréal Inc. (« MCEX ») aux termes de laquelle elle a convenu avec la Chicago Climate Exchange Inc. (« CCX ») que la Bourse financera la première tranche de 3,0 millions de dollars US des besoins initiaux en matière de fonds de roulement à l'égard de MCEX.

Acquisitions d'entreprises

En 2006, la Bourse s'est engagée à acquérir une participation supplémentaire de 13,3 % dans BOX auprès de la Boston Stock Exchange Inc. (« BSE ») en contrepartie de 34,2 millions de dollars US (36,4 millions de dollars au 30 juin 2007). Si cette transaction se concrétise, la participation de la Bourse dans BOX passera de 31,4 % à 44,7 %. Cette acquisition est assujettie à l'approbation préalable de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (« SEC ») ainsi qu'à des conditions de clôture habituelles. Il est prévu de déposer formellement la demande d'approbation réglementaire auprès de la SEC d'ici à la fin de l'année 2007. Rien ne garantit que cette acquisition sera approuvée par la SEC ou que la clôture aura lieu.

Estimations comptables critiques

Il n'y a eu aucun changement dans les estimations comptables critiques au cours du deuxième trimestre de 2007 tel que décrit dans notre prospectus sans placement du 23 mars 2007.

Faits nouveaux en matière de comptabilité

Modifications de conventions comptables

La Bourse surveille l'application de nouvelles conventions comptables, notamment l'harmonisation proposée avec les exigences internationales en matière de présentation de l'information. Au 1^{er} janvier 2007, des nouvelles normes comptables de l'Institut canadien des comptables agréés (« ICCA ») affectant nos états financiers sont entrées en vigueur : le chapitre 1530 intitulé « *Résultat étendu* », le chapitre 3251 « *Capitaux propres* », le chapitre 3855 intitulé « *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation* » et le chapitre 3861 « *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation* ».

Suite à l'adoption de ces nouvelles normes, la Bourse a classé la trésorerie et les équivalents, et les placements temporaires comme détenus à des fins de négociation. Les débiteurs sont classés comme des prêts et créances. Le placement à long terme de la Bourse consiste en un investissement à titre de capitaux propres qui est comptabilisé à la valeur de consolidation et de ce fait, est exclu des recommandations de cette norme. Les créditeurs et charges à payer, et la dette à court terme, incluant les intérêts à payer, sont classés comme autres passifs financiers, lesquels sont tous évalués à leur coût amorti. La Bourse a choisi de mesurer les dérivés à la juste valeur.

RAPPORT DE GESTION (suite)

L'application de ces nouvelles normes a résulté principalement en une augmentation des bénéfices non répartis au 1^{er} janvier 2007 de 0,6 million de dollars, déduction faite des impôts, provenant principalement de la plus-value non réalisée sur les placements temporaires. De plus, la perte de change non réalisée sur conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome de 1,0 million de dollars au 31 décembre 2006, présentée dans l'écart de conversion, a été reclassée dans les autres éléments cumulés du résultat étendu au bilan consolidé.

Se reporter aux notes 1 et 3 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour plus d'information sur les conventions comptables que nous utilisons pour préparer nos états financiers.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Durant la période intermédiaire terminée le 30 juin 2007, nous n'avons apporté aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Renseignements financiers trimestriels

Renseignements financiers trimestriels (non vérifiés)

(en milliers de \$, sauf pour les jours de négociation, le volume, les marges et les montants par action)

	2007		2006				2005	
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
Jour de négociation	63	64	62	62	63	64	61	63
Volume quotidien moyen (contrats)	176 560	187 501	165 110	158 750	173 735	148 691	120 548	125 647
Revenus	21 435 \$	21 913 \$	19 545 \$	19 924 \$	20 714 \$	19 077 \$	16 512 \$	16 569 \$
Bénéfice d'exploitation	8 550	6 458	7 566	7 275	7 355	5 449	3 320	4 735
Marge d'exploitation	40 %	29 %	39 %	37 %	36 %	29 %	20 %	29 %
Bénéfice net	6 917	5 574	7 506	5 929	6 465	4 931	2 484	4 570
Bénéfice de base par action	0,22	0,20	0,28	0,23	0,25	0,19	0,10	0,19
Bénéfice dilué par action	0,22	0,20	0,27	0,22	0,24	0,18	0,09	0,17
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	7 630	(494)	9 229	11 395	9 877	(938)	7 417	7 798

Les revenus dépendent essentiellement du volume des transactions, lequel n'est pas tributaire de variations saisonnières, bien qu'il puisse fluctuer selon la conjoncture du marché et la volatilité de ce dernier. Le volume des transactions peut être particulièrement influencé par les annonces relatives aux taux d'intérêt canadiens et américains ainsi qu'aux annonces visant d'autres indicateurs économiques clés. Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sont généralement inférieurs au premier trimestre de l'exercice en raison essentiellement des sorties de fonds effectuées pour payer l'impôt des sociétés ainsi que les bonis versés aux dirigeants et aux salariés.

2005

Au quatrième trimestre de 2005, les revenus sont demeurés stables par rapport au troisième trimestre de 2005. Le bénéfice net a diminué, attribuable principalement à l'amortissement supplémentaire et à une perte et frais de terminaison sur l'aliénation de placements dans une société sous influence notable et une co-entreprise de 0,7 million de dollars (avant impôts).

2006

Les revenus au premier trimestre de 2006 se sont améliorés comparativement au quatrième trimestre de 2005 attribuable à un volume de transactions plus élevé.

Au deuxième trimestre de 2006, les volumes records enregistrés à l'égard de divers produits ont entraîné une augmentation des revenus, du bénéfice d'exploitation et du bénéfice net pour un autre trimestre.

Les revenus au troisième trimestre de 2006 ont diminué par rapport au deuxième trimestre de 2006, qui avait connu une forte performance, attribuable à une diminution du volume de transactions. Malgré une diminution dans les

RAPPORT DE GESTION (suite)

revenus, le bénéfice d'exploitation est demeuré stable, conséquence d'une réduction des dépenses dans le trimestre.

Au quatrième trimestre de 2006, les revenus de la Bourse étaient légèrement en baisse par rapport à ceux inscrits au troisième trimestre de 2006. Malgré l'accroissement du volume moyen quotidien au quatrième trimestre de 2006, la diminution des revenus a été essentiellement imputable à une diminution des revenus tirés des services informatiques laquelle découle d'une réduction des paiements au titre de contrats de location-acquisition qui sont refacturés à BOX. Le bénéfice d'exploitation a augmenté comparativement au troisième trimestre de 2006, une hausse qui s'explique principalement par une réduction de la charge d'amortissement liée aux actifs faisant l'objet d'un contrat de location-acquisition, qui a été neutralisée par une provision au titre des règlements judiciaires. La hausse du bénéfice net au quatrième trimestre de 2006 par rapport à celui dégagé au troisième trimestre de 2006 a été essentiellement attribuable à la réalisation de la provision pour moins-value au titre des impôts sur le revenu.

2007

Au premier trimestre de 2007, les revenus étaient en hausse par rapport au quatrième trimestre de 2006, principalement attribuable à l'accroissement du volume de transactions. Le bénéfice d'exploitation et le bénéfice net ont diminué comparativement au quatrième trimestre de 2006, principalement en raison surtout des honoraires professionnels non récurrents liés à la préparation du prospectus sans placement et de l'inscription à la cote des actions de la Bourse.

Au deuxième trimestre de 2007, les revenus étaient légèrement à la baisse par rapport au premier trimestre de 2007, principalement attribuable à la diminution du volume de transactions. Cependant, le bénéfice d'exploitation et le bénéfice net ont augmenté comparativement au premier trimestre de 2007, principalement en raison des honoraires professionnels non récurrents liés à la préparation du prospectus sans placement et de l'inscription à la cote des actions de la Bourse encourus au premier trimestre de 2007.



Luc Bertrand
Président et chef de la direction



Louise Laflamme
Première vice-présidente
et chef de la direction financière

BILAN CONSOLIDÉ

(en milliers de dollars)
(non vérifié)

	30 juin 2007	31 décembre 2006
Actif		
Actif à court terme :		
Trésorerie et équivalents	94 605 \$	22 919 \$
Placements temporaires	36 039	36 639
Encaisse affectée	1 734	2 700
Débiteurs	8 610	7 889
Règlements quotidiens à recevoir des membres compensateurs	188 739	6 951
Dépôts de couverture des membres	8 270	2 312
Dépôts au fonds de compensation	22 732	14 807
Frais payés d'avance	2 387	1 690
	363 116	95 907
Placement à long terme	9 539	9 302
Immobilisations corporelles	13 110	12 319
Impôts futurs	2 507	2 523
Autres actifs	2 090	2 643
	390 362 \$	122 694 \$
Passif et capitaux propres		
Passif à court terme :		
Créditeurs et charges à payer	9 843 \$	13 057 \$
Dividendes à payer	–	13 910
Règlements quotidiens à payer aux membres compensateurs	188 739	6 951
Dépôts de couverture des membres	8 270	2 312
Dépôts au fonds de compensation	22 732	14 807
Impôts exigibles	862	3 343
Dettes à court terme et tranche des obligations découlant de contrats de location-acquisition échéant à moins de un an	341	1 072
	230 787	55 452
Impôts futurs	1 162	812
Passif au titre des prestations constituées	903	713
Capitaux propres :		
Capital-actions (note 5)	140 921	49 258
Surplus d'apport	481	434
Bénéfices non répartis	17 896	16 991
Autres éléments cumulés du résultat étendu	(1 788)	(966)
	157 510	65 717
Éventualités (note 6)		
	390 362 \$	122 694 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action et le nombre d'actions)
(non vérifié)

	Période de trois mois terminée le		Période de six mois terminée le	
	30 juin 2007	30 juin 2006	30 juin 2007	30 juin 2006
Revenus :				
Transactions	10 046 \$	9 778 \$	20 814 \$	18 232 \$
Compensation et levée d'options	3 637	3 470	7 536	6 513
Services informatiques	3 928	4 026	7 528	8 083
Information boursière	2 718	2 489	5 353	4 988
Participants	946	791	1 816	1 601
Autres	160	160	301	374
	21 435	20 714	43 348	39 791
Dépenses :				
Salaires et charges sociales (note 4)	6 030	5 441	12 372	11 224
Exploitation des locaux	768	654	1 473	1 345
Licences et entretien informatique	1 489	1 651	2 979	3 273
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	818	1 917	1 624	3 607
Frais généraux et d'administration	2 630	2 512	7 626	5 141
Télécommunications	751	670	1 371	1 208
Affaires publiques	392	469	874	1 086
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition et dettes échéant à moins de un an	7	45	21	103
	12 885	13 359	28 340	26 987
Bénéfice avant revenus de placements, autres éléments et impôts sur le revenu	8 550	7 355	15 008	12 804
Revenus de placements	553	668	1 218	1 122
Quote-part des résultats d'une société sous influence notable	403	516	1 059	1 147
Bénéfice avant impôts sur le revenu	9 506	8 539	17 285	15 073
Impôts sur le revenu				
Exigibles	2 564	2 070	4 241	3 611
Futurs	25	4	553	66
	2 589 \$	2 074 \$	4 794 \$	3 677 \$
Bénéfice net	6 917 \$	6 465 \$	12 491 \$	11 396 \$
Bénéfice de base par action	0,22 \$	0,25 \$	0,43 \$	0,44 \$
Bénéfice dilué par action	0,22 \$	0,24 \$	0,42 \$	0,42 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	30 903 158	26 136 303	29 356 498	25 862 415
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	31 029 519	27 530 319	29 826 389	27 422 343

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU

(en milliers de dollars)
(non vérifié)

	Période de trois mois terminée le 30 juin 2007	Période de six mois terminée le 30 juin 2007
Bénéfice net	6 917 \$	12 491 \$
Autres éléments du résultat étendu		
Perte de change non réalisée sur conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome	(709)	(822)
Résultat étendu	6 208 \$	11 669 \$

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)
(non vérifié)

	30 juin 2007	30 juin 2006
Actions ordinaires au début de la période	49 258 \$	45 405 \$
Émission d'actions ordinaires		
Nouvelle émission d'actions (note 5)	90 866	–
Frais de transaction découlant de l'émission d'actions, déduction faite des impôts de 391 \$	(1 199)	–
Rachat d'actions (note 5)	(369)	–
Régime d'options d'achat d'actions (note 5)	204	4 026
Variation des actions détenues en garantie	2 161	(1 169)
Actions ordinaires à la fin de la période	140 921	48 262
Surplus d'apport au début de la période	434	825
Charge au titre des options d'achat d'actions	70	76
Charge au titre du régime d'actionnariat des employés	46	38
Options d'achat d'actions et régime d'achat d'actions remboursés	(69)	(505)
Surplus d'apport à la fin de la période	481	434
Bénéfices non répartis au début de la période	16 991	16 532
Bénéfice net	12 491	11 396
Incidence de l'adoption de nouvelles normes comptables (note 3)	571	–
Dividendes	(9 293)	(10 462)
Prime versée sur les actions rachetées (note 5)	(2 864)	–
Bénéfices non répartis à la fin de la période	17 896	17 466
Autres éléments cumulés du résultat étendu au début de la période	(966)	(1 790)
Gain ou perte de change non réalisée sur conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome	(822)	(380)
Autres éléments cumulés du résultat étendu à la fin de la période	(1 788)	(2 170)
Capitaux propres à la fin de la période	157 510 \$	63 992 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)
(non vérifié)

	Période de trois mois terminée le		Période de six mois terminée le	
	30 juin 2007	30 juin 2006	30 juin 2007	30 juin 2006
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :				
Bénéfice net	6 917 \$	6 465 \$	12 491 \$	11 396 \$
Ajustements pour :				
Amortissement des immobilisations et autres éléments d'actif	818	1 917	1 624	3 607
Quote-part des résultats d'une société sous influence notable	(403)	(516)	(1 059)	(1 147)
Amortissement de prime sur placements	(114)	20	(94)	36
Revenus d'intérêts sur placements à escompte	110	(145)	(185)	(125)
Impôts futurs	25	4	162	66
Coût du régime d'options d'achat d'actions et régime d'actionnariat des employés	93	19	116	114
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	948	–	1 004	–
Variation nette des soldes hors caisse d'actif et de passif liés à l'exploitation :				
Débiteurs	546	(366)	(721)	(2 629)
Frais payés d'avance	(1 110)	(793)	(697)	(401)
Créditeurs, charges à payer et impôts exigibles	(295)	3 589	(5 695)	(2 291)
Augmentation du passif au titre des prestations constituées	95	85	190	112
	7 630	10 279	7 136	8 738
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :				
Acquisitions d'immobilisations	(1 359)	(1 894)	(2 213)	(2 848)
Diminution (augmentation) des autres actifs	47	(507)	325	(857)
Acquisitions de placements	(225 940)	(69 244)	(527 515)	(137 849)
Aliénations de placements	225 031	64 161	528 191	141 433
	(2 221)	(7 484)	(1 212)	(121)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement :				
Encaisse affectée	217	(402)	966	201
Diminution des obligations découlant des contrats de location-acquisition et dettes	(359)	(917)	(731)	(1 820)
Émission d'actions	288	216	91 963	2 352
Rachat d'actions	(3 233)	–	(3 233)	–
Dividendes	(9 293)	–	(23 203)	(13 910)
	(12 380)	(1 103)	65 762	(13 177)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et équivalents	(6 971)	1 692	71 686	(4 560)
Trésorerie et équivalents au début de la période	101 576	19 671	22 919	25 923
Trésorerie et équivalents à la fin de la période	94 605	21 363	94 605	21 363
Placements à court terme à la fin de la période	36 039	29 082	36 039	29 082
Trésorerie et équivalents, et placements à court terme à la fin de la période	130 644 \$	50 445 \$	130 644 \$	50 445 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie :				
Intérêts payés	7 \$	45 \$	21 \$	103 \$
Impôts payés	1 968	1 093	6 686	5 630

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Période de six mois terminée le 30 juin 2007

(en milliers de dollars, sauf les montants par action et le nombre d'actions)

(non vérifié)

Le 27 mars 2007, la Bourse a inscrit ses actions à la Bourse de Toronto (« TSX ») en procédant à une inscription à la cote sans placement. L'action de la Bourse se transige désormais sur le marché public sous le symbole MXX.

1. Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») et en fonction des conventions comptables présentées à la note 1 des états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 2006, à l'exception des modifications de conventions comptables présentées à la note 3 ci-dessous. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Bourse ne comprennent pas toutes les informations exigées par les PCGR canadiens pour les états financiers annuels et, par conséquent, ils devraient être lus à la lumière des états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 2006 paraissant dans le rapport annuel 2006.

2. Co-entreprise

Le 13 mars 2007, la Bourse a conclu une entente avec NYMEX Holdings, Inc. (NYMEX) afin de créer le Marché canadien de ressources Inc. (« CAREX »), une co-entreprise sur laquelle les deux partenaires exercent un contrôle conjoint et partagent les bénéfices nets à parts égales. CAREX fournira au marché canadien des services de négociation et de compensation de produits boursiers et de gré à gré sur l'énergie (dont le gaz naturel, le pétrole brut lourd et l'électricité) les métaux et les marchandises canadiens. Aux termes de cette entente, la Bourse et NYMEX ont investi le 23 mars 2007, 2 000 \$ chacune dans la nouvelle co-entreprise, afin de couvrir les besoins initiaux en matière de fonds de roulement. La Bourse utilise la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser sa quote-part de 50 % de l'actif, du passif, des produits, des charges et des flux de trésorerie de la co-entreprise.

3. Modifications de conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2007, la Bourse a adopté les recommandations du chapitre 1530 du Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (« ICCA »), « *Résultat étendu* », du chapitre 3251, « *Capitaux propres* », du chapitre 3855, « *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation* » et du chapitre 3861, « *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation* ». Ces nouveaux chapitres du Manuel, qui s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2006, établissent l'ensemble des exigences relatives à la constatation et à la mesure des instruments financiers ainsi que des normes qui précisent quand et comment la comptabilité de couverture peut être appliquée. En outre, le chapitre 1530 établit des normes d'information et de présentation concernant le résultat étendu. Le résultat étendu s'entend de la variation des capitaux propres découlant d'opérations et d'autres événements sans rapport avec les propriétaires. Par « autres éléments cumulés du résultat étendu », on entend les éléments comptabilisés dans le résultat étendu, mais exclus du résultat net calculé selon les principes comptables généralement reconnus.

En vertu du chapitre 3855, tous les éléments financiers sont classés dans l'une des cinq catégories suivantes : détenus à des fins de négociation, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, actifs financiers disponibles à la vente et autres passifs financiers. Tous les instruments financiers, y compris les instruments dérivés, sont inscrits au bilan consolidé et sont mesurés à la juste valeur, à l'exception des prêts et des créances, des placements détenus jusqu'à leur échéance et des autres passifs financiers, qui sont évalués au coût après amortissement. L'évaluation ultérieure et la constatation des variations de la juste valeur des instruments financiers sont effectuées en fonction du classement initial de ces instruments. Les placements détenus à des fins de négociation sont mesurés à la juste valeur et tous les gains et les pertes sont comptabilisés au poste du résultat net dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Les instruments financiers disponibles à la vente sont mesurés à la juste valeur, et les gains et les pertes découlant de la réévaluation sont inclus dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif soit sorti du bilan.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Période de six mois terminée le 30 juin 2007

(en milliers de dollars, sauf les montants par action et le nombre d'actions)

(non vérifié)

3. Modifications de conventions comptables (suite)

Suite à l'adoption de ces nouvelles normes, la Bourse a classé la trésorerie et les équivalents, et les placements temporaires comme détenus à des fins de négociation. Les débiteurs sont classés comme des prêts et créances. Le placement à long terme de la Bourse consiste en un investissement à titre de capitaux propres qui est comptabilisé à la valeur de consolidation et de ce fait, est exclu des recommandations de cette norme. Les créditeurs et les charges à payer et la dette à court terme, incluant les intérêts à payer, sont classés comme autres passifs financiers, lesquels sont tous évalués à leur coût amorti. La Bourse mesure les dérivés à la juste valeur.

L'application de ces nouvelles normes a résulté en une augmentation des bénéfices non répartis au 1^{er} janvier 2007 de 571 \$, déduction faite des impôts, provenant principalement de la plus-value non réalisée sur les placements temporaires. De plus, la perte de change non réalisée sur conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome de 966 \$ au 31 décembre 2006, présentée dans l'écart de conversion, a été reclassée dans les autres éléments cumulés du résultat étendu au bilan consolidé.

4. Avantages sociaux futurs

Pour le deuxième trimestre terminé le 30 juin 2007, le coût total des prestations de retraite s'établit à 96 \$ (86 \$ en 2006) et pour l'année à ce jour à 190 \$ (171 \$ en 2006).

5. Capital-actions

Le 13 février 2007, le Conseil d'administration de la Bourse (le « Conseil ») a approuvé un fractionnement des actions ordinaires de la Bourse à raison de trois actions pour une, avec prise d'effet le 15 mars 2007. Tous les nombres d'actions ci-après sont présentés sur une base après fractionnement.

	30 juin 2007	31 décembre 2006
Autorisé :		
Nombre illimité d'actions sans valeur nominale :		
Ordinaires, votantes et participantes		
Privilégiées, non votantes, dividende devant être déterminé lors de l'émission		
Total émis, incluant en garantie :		
30 955 183 actions ordinaires (27 819 465 au 31 décembre 2006)	141 160 \$	51 589 \$
Détenues en garantie pour prêts liés au régime d'actionariat des employés :		
74 949 actions ordinaires (256 173 au 31 décembre 2006)	(239)	(800)
Détenues en garantie pour prêts liés au régime d'options d'achat d'actions :		
néant actions ordinaires (894 954 au 31 décembre 2006)	–	(1 531)
Émises et payées :		
30 880 234 actions ordinaires (26 668 338 au 31 décembre 2006)	140 921 \$	49 258 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Période de six mois terminée le 30 juin 2007

(en milliers de dollars, sauf les montants par action et le nombre d'actions)

(non vérifié)

5. Capital-actions (suite)

Le 13 mars 2007, la Bourse et NYMEX ont conclu une convention aux termes de laquelle NYMEX a fait l'acquisition le 23 mars 2007 de 3 097 718 actions ordinaires nouvellement émises de la Bourse à raison de 29 $\frac{1}{3}$ \$ l'action ordinaire pour un produit net total de 89 667 \$ (déduction faite des frais de transaction).

Le 13 mars 2007, la Bourse a conclu une seconde entente avec NYMEX aux termes de laquelle la Bourse a accordé à NYMEX un droit de préemption lui permettant, sous réserve des approbations réglementaires et de certaines conditions, de maintenir sa participation proportionnelle en actions de la Bourse lorsqu'il y aura émission d'actions de la Bourse.

La Bourse a utilisé une partie du produit tiré de l'investissement de NYMEX pour financer le versement du dividende spécial de 0,33 $\frac{1}{3}$ \$ par action ordinaire pour un dividende total de 9,293 \$. Ce dividende a été payé le 12 avril 2007 aux actionnaires inscrits le 22 mars 2007. En plus d'en utiliser une partie à des fins générales, le produit servira également à acheter dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, à compter du 23 mars 2007 et jusqu'au 22 mars 2008, un maximum de 2 412 143 actions ordinaires de la Bourse. Les achats s'effectueront au prix du marché par l'intermédiaire des installations de la TSX conformément à ses règles et politiques. Les actions ordinaires ainsi rachetées seront annulées. Au 30 juin 2007, 81 000 actions ont été rachetées par la Bourse aux termes de cette offre publique de rachat pour un montant totalisant 3 233 \$. Les montants versés en excédent de la valeur comptable moyenne des actions ont été imputés aux bénéfices non répartis, ce qui a réduit le capital-actions de 369 \$ et les bénéfices non répartis de 2 864 \$.

a) Régime d'actionnariat des employés

Le 13 février 2007, le Conseil a convenu de mettre fin au régime d'actionnariat des employés existant et a approuvé la création d'un nouveau régime d'actionnariat des employés. Selon les modalités de ce régime, les employés admissibles pourront contribuer jusqu'à un maximum de 10 % de leur salaire de base annuel. La Bourse contribuera pour un montant équivalent à 50 % des contributions de l'employé admissible, jusqu'à concurrence de 2,5 \$ par année. Ce régime est entré en vigueur le 23 mars 2007, date de l'émission par les autorités de réglementation du visa à l'égard du prospectus définitif sans placement de la Bourse, et les cotisations des employés et de l'employeur ont débuté au cours du deuxième trimestre de 2007.

Au 30 juin 2007, le coût de rémunération associé au régime d'actionnariat des employés totalisait 41 \$.

b) Régime d'options d'achat d'actions

Le 13 février 2007, le Conseil a convenu de mettre fin au régime d'options d'achat d'actions existant, mais de maintenir les options d'achat d'actions en circulation et non levées.

À cette même date, le Conseil a approuvé la création d'un nouveau régime d'options d'achat d'actions à l'intention des dirigeants et employés-clés de la Bourse et sa filiale en propriété exclusive, CDCC. Ce régime, d'une durée de 10 ans, prévoit une réserve de 1 800 000 actions ordinaires. À l'égard de chaque octroi d'options d'achat d'actions, une tranche de 50 % de celles-ci sera acquise selon l'atteinte des critères de performance déterminés annuellement tandis que la seconde tranche de 50 % n'est sujette qu'au passage du temps. Les options d'achat d'actions seront acquises en proportion égale sur une période de quatre ans. Le prix de levée d'une option d'achat d'actions ne doit pas être inférieur au prix moyen pondéré des actions négociées à la TSX au cours des cinq jours de négociation précédant immédiatement le jour de l'octroi de cette option d'achat d'actions. Le Conseil conserve une entière discrétion quant à tous les aspects de ce régime.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Période de six mois terminée le 30 juin 2007

(en milliers de dollars, sauf les montants par action et le nombre d'actions)

(non vérifié)

5. Capital-actions (suite)

b) Régime d'options d'achat d'actions (suite)

Au cours du deuxième trimestre 2007, 59 000 (119 000 pour l'année à ce jour) des 129 000 options d'achat d'actions octroyées en vertu du régime existant avant le 13 février 2007 ont été exercées à un prix de levée moyen de 1,72 \$ pour un montant de 101 \$ (204 \$ pour l'année à ce jour).

Au cours du deuxième trimestre et pour l'année à ce jour, la Bourse a octroyé 193 800 options d'achat d'actions à un prix de levée de 42,42 \$ et échéant le 31 décembre 2017. À la date d'attribution, la juste valeur des options octroyées a été évaluée à 8,62 \$ à l'aide du modèle Black et Scholes. Les hypothèses utilisées en moyenne pondérée étaient les suivantes : i) un taux d'intérêt hors risque de 4,67 %; ii) une durée de vie prévue de 3,45 ans pour les options; iii) une volatilité prévue de 25 % et iv) un rendement de l'action prévu de 2,0 %. Le coût de rémunération relié à ces options est reconnu sur une période de quatre ans, qui est la période sur laquelle les options sont acquises, à partir de la date d'octroi.

Au cours de 2006, 2 376 000 des 2 505 000 options d'achat d'actions octroyées ont été exercées à un prix de levée moyen de 1,69 \$. La Bourse a consenti des prêts portant intérêt à 5 % sur 1 785 000 actions pour un montant de 3 042 \$, remboursables au plus tard en février 2009. Au cours du premier trimestre de 2007, la totalité des prêts a été remboursée.

Au cours du trimestre, la Bourse a comptabilisé un coût de rémunération associé aux régimes d'options d'achat d'actions de 70 \$ (néant en 2006) et pour l'année à ce jour 70 \$ (76 \$ en 2006).

Le tableau suivant présente sommairement des renseignements sur les options d'achat d'actions en circulation et pouvant être levées au 30 juin 2007 :

	Trois mois terminés le 30 juin 2007		Douze mois terminés le 31 décembre 2006	
	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré
Options en circulation au début de la période	129 000	1,72 \$	2 505 000	1,70 \$
Octroyées	193 800	42,42	–	–
Exercées	(119 000)	1,72	(2 376 000)	1,69
Options en circulation à la fin de la période	203 800	40,42 \$	129 000	1,72 \$

6. Éventualités

La Bourse est visée par des poursuites pour dommages et intérêts liées à la fermeture du parquet. Aucun règlement n'a eu lieu au cours du deuxième trimestre 2007 ainsi que pour l'année à ce jour. Le solde des poursuites non réglées représente 27 269 \$ au 30 juin 2007, poursuites contre lesquelles la Bourse s'est défendue avec vigueur. Une décision du tribunal est attendue dans les prochains mois. Même si la décision du tribunal ne peut être déterminée avec certitude au 30 juin 2007, la direction de la Bourse est d'avis que le jugement par rapport à ces poursuites n'aurait pas d'incidence négative sur la situation financière ni sur les résultats de la société.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Période de six mois terminée le 30 juin 2007

(en milliers de dollars, sauf les montants par action et le nombre d'actions)

(non vérifié)

7. Informations sectorielles

La Bourse exerce ses activités dans deux secteurs d'exploitation. Les activités commerciales de ces secteurs sont réalisées au Canada et se définissent comme suit :

Bourse :

Ce secteur agit à titre de la seule bourse d'instruments financiers dérivés standardisés au Canada offrant une gamme complète d'instruments dérivés sur actions, indices et taux d'intérêt.

Chambre de compensation (Corporation canadienne de compensation de produits dérivés) :

Ce secteur offre des services de compensation et de caution des instruments dérivés négociés à la Bourse et certains instruments dérivés du marché de gré à gré (OTC).

Ces secteurs sont gérés séparément et sont évalués individuellement en se fondant sur les revenus et le bénéfice net.

Pour les trois mois terminés le 30 juin

	Bourse		CDCC		Consolidé	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Revenus boursiers et de compensation	13 806 \$	13 153 \$	3 701 \$	3 535 \$	17 507 \$	16 688 \$
Revenus provenant des services informatiques	3 928	4 026	–	–	3 928	4 026
Revenus de placements	541	364	12	304	553	668
Amortissement des immobilisations et autres actifs	794	1 894	24	23	818	1 917
Quote-part des résultats d'une société sous influence notable	403	516	–	–	403	516
Bénéfice net	5 224	4 494	1 693	1 971	6 917	6 465
Acquisitions d'immobilisations	1 304	2 383	55	18	1 359	2 401
Éléments d'actif	154 743	72 316	235 619	61 268	390 362	133 584

Pour les six mois terminés le 30 juin

	Bourse		CDCC		Consolidé	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Revenus boursiers et de compensation	28 156 \$	25 068 \$	7 664 \$	6 640 \$	35 820 \$	31 708 \$
Revenus provenant des services informatiques	7 528	8 083	–	–	7 528	8 083
Revenus de placements	981	668	237	454	1 218	1 122
Amortissement des immobilisations et autres actifs	1 573	3 563	51	44	1 624	3 607
Quote-part des résultats d'une société sous influence notable	1 059	1 147	–	–	1 059	1 147
Bénéfice net	8 752	7 957	3 739	3 439	12 491	11 396
Acquisitions d'immobilisations	2 143	3 680	70	25	2 213	3 705
Éléments d'actif	154 743	72 316	235 619	61 268	390 362	133 584

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Période de six mois terminée le 30 juin 2007

(en milliers de dollars, sauf les montants par action et le nombre d'actions)

(non vérifié)

7. Informations sectorielles (suite)

Division de la réglementation :

Conformément à la décision de reconnaissance que l'AMF a rendue le 24 novembre 2000, la Bourse a mis sur pied une division distincte de réglementation, qui est responsable de la réglementation du marché et des participants agréés, laquelle Division est exploitée selon la méthode du recouvrement des coûts.

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2007, la Division a généré des revenus avant remboursement de 816 \$ (936 \$ en 2006) et a engagé des coûts directs de 406 \$ (349 \$ en 2006) et des coûts indirects de 281 \$ (185 \$ en 2006). Les montants à ce jour totalisent pour les revenus 1 790 \$ (1 682 \$ en 2006), pour les coûts directs 763 \$ (704 \$ en 2006) et pour les coûts indirects 538 \$ (383 \$ en 2006). Les surplus de la Division au 30 juin 2007, qui sont présentés dans les créditeurs et charges à payer, totalisent 1 390 \$ (1 728 \$ au 31 décembre 2006) et un montant équivalent est inclus dans l'encaisse affectée.

8. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de l'exercice antérieur ont été réagencés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice en cours.



Tour de la Bourse

C.P. 61

800, square Victoria

Montréal (Québec)

H4Z 1A9

Téléphone : (514) 871-2424

Sans frais au Canada et aux États-Unis :

1 800 361-5353

communications@m-x.ca

www.m-x.ca

This report is available in English.